

La revendication de l'allocation d'études : mystification ! C'est pourtant, en ces termes que s'est exprimé Marc Kravetz, démissionnaire du bureau national de l'UNEF, au cours de la dernière assemblée Générale de l'UNEF. Auparavant l'assemblée Générale avait voté par 50 mandats de majorité le plan de campagne revendicative qui porte sur l'allocation d'études. A la suite des débats, un bureau de "transition" était élu pour préparer le Congrès de Pâques et organiser la discussion. Que penser de cette situation ? En premier lieu un point semble certain : l'UNEF abandonne la revendication de l'allocation d'études. Les critiques de la minorité paraissent donc justifiées, d'autant plus qu'aux explications politiques de celle-ci, quant à la ligne qu'elle propose, le bureau national n'a opposé que des critiques dont la cheville était le danger de "déviations modernistes". Il n'en demeure pas moins que chacune des positions repose sur des analyses politiques divergentes.

UNE PERIODE DE REcul POUR LE MOUVEMENT OUVRIER.?

Les analyses d'une partie des responsables de l'UNEF s'ont assez proches de celles que le PSU combat depuis 4 ans dans la gauche française. En les schématisant quelque peu, les présupposés sont ceux-ci :

- Le mouvement ouvrier est actuellement en période de stagnation si ce n'est de recul. Il n'y a ni stratégie offensive des syndicats, ni parti véritablement révolutionnaire susceptible de faire "déboucher politiquement" les revendications économiques des syndicats en terme de pouvoir.

- Le gaullisme est un phénomène important qui correspond à un capitalisme monopoliste d'état autoritaire et dangereux. Sa politique consiste à intégrer ou briser le mouvement ouvrier peu à peu. Ce qui est favorisé par le manque d'unité syndicale et politique.

- Il n'y a pas de perspective politique à moyen terme. Nous sommes condamnés à 7 ans de gaullisme supplémentaires qui ne peuvent que renforcer le régime. Le gaullisme après De Gaulle est condamné en tant que tel par ses contradictions internes. L'issue du régime, c'est la crise politique avec les dangers de type fasciste ou du moins de prise du pouvoir par les forces les plus réactionnaires.

- Le mouvement étudiant est actuellement isolé, tant par rapport au mouvement ouvrier qui ne comprend ses revendications que par rapport à un milieu qui "décolle" des responsables. Les dangers de "corporatisme universitaire" inhérents à l'orientation de la minorité (réformes de structures, action universitaire de base) sont renforcés par cette situation.

Les conclusions politiques peuvent se résumer ainsi :

- Face au gaullisme il est nécessaire de "serrer les coudes" pour "éviter de perdre des plumes". Une unité défensive s'impose pour composer le rapport des forces avec le pouvoir. A moyen terme la dynamique de cette unité implique le renouvellement de la gauche, mais surtout son renforcement numérique dans le mouvement qu'elle entraîne.

- Le renforcement de la gauche permettra, avec l'appui des forces démocratiques, de donner une issue démocratique au régime, que le renouvellement du mouvement ouvrier orientera vers le socialisme.

- L'intersyndicalisme est pour l'UNEF le préalable à toute revendication nationale.

- Toute possibilité de prolonger l'UNEF en véritable syndicat étudiant est condamné par l'évolution du milieu, la faiblesse du syndicat face à

la restructuration de l'université qu'il ne peut empêcher, l'isolement de l'UNEF qui lui refuse toute possibilité de faire aboutir des revendications.

- L'allocation d'études est la dernière revendication possible qui créera par son obtention partielle les conditions d'un redémarrage ultérieur du syndicalisme, étudiant.

Telles sont les grandes lignes d'une stratégie purement défensive et inadéquate à lutter contre les transformations technocratiques de la société. Quant à l'allocation d'études nous constatons que les dirigeants de l'UNEF et un grand nombre d'associations générales ont admis que c'était là un thème magique, une "bouée de sauvetage", la seule tentative de justification positive d'une opposition aux thèses de la minorité.

POUR UNE STRATEGIE OFFENSIVE.

Les positions de la minorité partent d'une analyse politique différente qui est la nôtre sur bien des points mais qui est incomplète sur d'autres :

1°) La technocratisation de la société correspond à long terme à la mise sur pied de structures qui établiront à tous les niveaux une emprise beaucoup plus difficile à secouer pour le mouvement ouvrier que les structures actuelles, et correspond à un modèle de civilisation particulièrement opprimant par les aliénations qu'il créera et dont certaines caractéristiques seront celles de la société de consommation (U.S.A.).

2°) Le gaullisme se trouve devant un choix, pour résoudre une partie de ses contradictions et assurer sa pérennité. Il consiste, ou bien revenir à une conception libérale de l'état et de l'économie, ou bien continuer dans la voie de la re-structuration technocratique de la société. Seul le second terme permet une succession sans difficulté notable (crises, etc...). En effet pour assurer aux secteurs avancés du néo-capitalisme une dynamique, il conviendrait de résoudre certains problèmes posés par la planification, en particulier l'emploi et les investissements. Il faudrait rationaliser le système.

3°) Le plan Fouchet est un élément de cette politique. C'est une transformation des structures de formation au niveau des cadres et techniciens supérieurs. A travers le plan Fouchet et ses compléments c'est l'enseignement tout entier qui est menacé, y compris le technique, l'apprentissage, etc. Les avatars de la société américaine en matière de chômage qui ont été analysés comme provenant en grande partie du problème non résolu de la formation professionnelle, des recyclages qu'elle implique, et vont dans le sens de cette réforme totale.

4°) Si le mouvement ouvrier décline de plus en plus, c'est surtout à cause de son incapacité à adapter ses luttes à la situation actuelle et à son évolution. Son manque d'unité résulte tant du dogmatisme que des conceptions "passéistes" des principales organisations. L'unité passe par le renouvellement de la gauche politique et syndicale.

5°) L'état du milieu étudiant, de même que celui de l'UNEF, ne sont pas isolables de la conjoncture politique (élections, etc...). Il est possible à condition de ne pas s'y prendre trop tard de rétablir la situation.

.../...

Les conclusions quant à la stratégie sont celles-ci :

1°) L'"alternative" au régime gaulliste, expression actuelle du néo-capitalisme ne peut être que le socialisme. Il faut donc préparer progressivement ce passage au socialisme en s'en donnant les moyens par une stratégie et une tactique appropriées.

2°) Cette stratégie doit combattre la technocratisation de la société sur la base d'objectifs mobilisateurs qui :

- s'opposent à la politique du pouvoir par des réformes de structures techniquement élaborées. C'est-à-dire dans une perspective de développement optimum des forces productives, contradictoires avec le capitalisme.

- doivent être avancées simultanément partout où les réformes de structures du pouvoir s'appliquent ou menacent. Ce qui implique une prise de conscience du milieu par une explication politique donc la possibilité d'une mobilisation à la base non corporatiste.

- contiennent la possibilité d'un renouvellement de la lutte à un niveau supérieur ; c'est-à-dire accroissent progressivement le niveau de conscience du milieu en infléchissant le rapport des forces en faveur de l'alternative socialiste.

- conduisent à l'élaboration par le milieu d'un "modèle alternatif" à opposer à l'université capitaliste.

3°) Mais une telle stratégie remet en cause la traditionnelle conception léniniste du syndicat "courroie de transmission" du parti politique. Elle implique donc :

- un rôle politique du syndicat.

- une perspective de convergence à moyen terme des luttes des syndicats et partis se réclamant du socialisme dans une unité d'action qui se renforcera d'autant que les objectifs intermédiaires auront été atteints.

Deux points doivent être approfondis dans cette orientation : d'une part une analyse de l'état et de son rôle actuel, d'autre part le problème de l'explication (dans les amphis, dans les T.P.) des implications politiques de l'action syndicale.

Mais il est clair que ce débat qui se déroule au niveau des organisations ouvrières ne doit pas être masqué. Même si un courant, qui se développe actuellement dans certaines AGE, l'AGEDESEP en particulier, sur la base d'un opportunisme tactique ne posant les problèmes qu'en terme de pouvoir, veut éviter cette discussion au second trimestre, nous ferons tout pour la permettre au niveau des militants. C'est là un des faits positifs de cette assemblée Générale de l'UNEF : poser clairement les problèmes politiques.

- :- :- :- :-